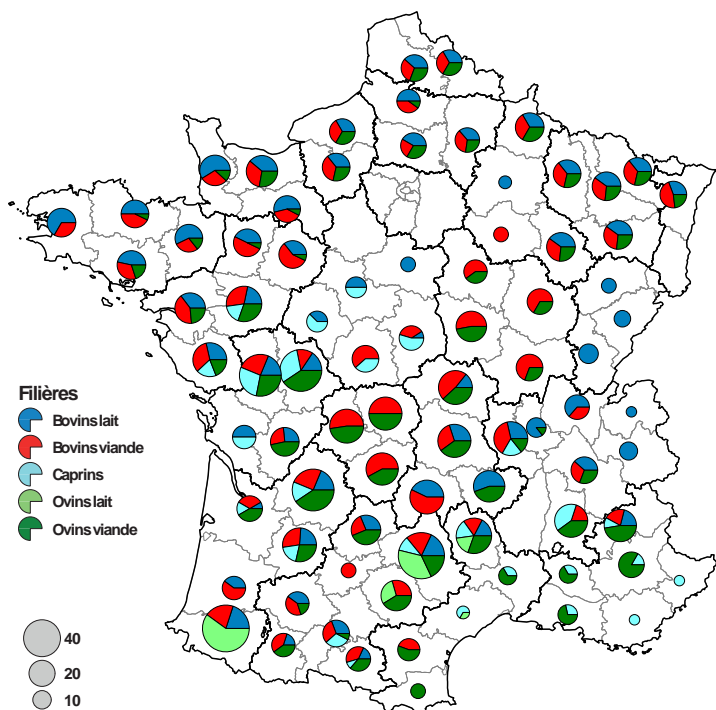




INOSYS-Réseaux d'Élevage
témoin des évolutions
de l'élevage herbivore
français

INOSYS-Réseaux d'élevage : un observatoire dynamique et un marqueur des mutations en cours dans l'élevage français.



**CARTE DES ÉLEVAGES INOSYS-RÉSEAUX D'ÉLEVAGE
ET RÉPARTITION PAR TYPE DE PRODUCTION DE RUMINANTS**
Source INOSYS-Réseaux d'élevage

Avec son observatoire de 1900 exploitations herbivores françaises, le dispositif Inosys-Réseaux d'élevage commun aux Chambres d'agriculture et à l'Institut de l'Élevage, constitue un observatoire dynamique des évolutions de l'élevage national. Il couvre la diversité des systèmes de production de ruminants et illustre l'adaptation de l'élevage aux conditions de productions très variées. C'est aussi un marqueur des mutations en cours dans l'élevage français, comme le montrent les évolutions suivantes tirées d'un suivi sur 6 ans d'un échantillon constant de 1178 élevages du réseau.





L'ENJEU DE LA DIMENSION DES ATELIERS

Moins de main-d'œuvre familiale mais des élevages toujours plus grands.

→ **Compte tenu de sa mission principale d'élaboration de références**, on ne peut tirer des enseignements statistiques exacts des observations faites par le dispositif INOSYS-Réseaux d'élevage. Le choix des élevages font que les structures y sont généralement plus grandes que la moyenne et les performances économiques meilleures de 20 à 30 %, comme l'indiquent diverses comparaisons avec le RICA. Mais les fermes suivies n'en sont pas moins de bons témoins des évolutions récentes qui impactent l'élevage français, tout particulièrement la poursuite

des phénomènes d'agrandissement des exploitations et d'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre.

Entre 2007 et 2012, dans toutes les filières, la taille des exploitations d'élevages progresse de façon significative aussi bien en surface qu'en cheptel. Cette croissance est liée aux disponibilités en foncier souvent plus accessibles pour les exploitations en place que pour les nouvelles installations, mais aussi probablement à la recherche d'un accroissement de production afin de conforter le revenu.

→ **Dans ces exploitations professionnelles où l'élevage est l'activité unique ou principale**, celui-ci conserve toute sa place face aux cultures malgré le contexte plus favorable aux céréales. Les surfaces dédiées aux herbivores, herbe et cultures fourragères restent dominantes. Mais si la MO totale est relativement constante, la MO familiale par contre diminue, partiellement remplacée par de la main-d'œuvre salariée et par un peu plus de main-d'œuvre bénévole. C'est net pour les élevages à fortes contraintes de travail comme l'ensemble des élevages laitiers, mais c'est vrai aussi pour les élevages producteurs de viande : tous élevages confondus, la main-d'œuvre salariée augmente de +33% en moyenne sur 6 ans et représentent 13% de la MO totale en 2012.

Ces tendances sont confirmées dans l'observatoire du RICA mais à un moindre niveau : les élevages suivis dans INOSYS-Réseaux d'élevage apparaissent comme investis dans leur activité d'élevage et dynamiques sur le plan des évolutions structurelles et techniques.

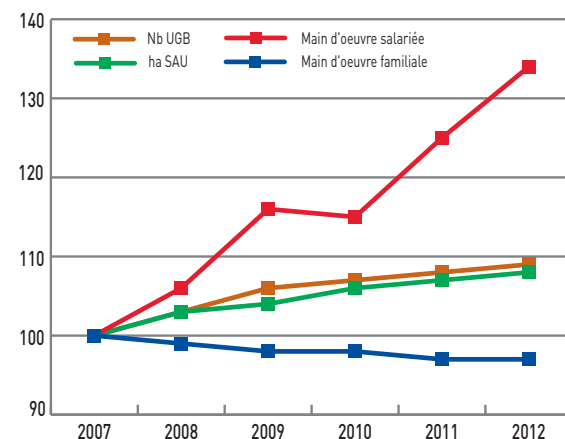
CARACTÉRISTIQUES DES ÉLEVAGES ET ÉVOLUTIONS 2007-2012

Source INOSYS-Réseaux d'élevage

Nb		UMO expl.		SAU (ha)		UGB		Surfaces destinées aux herbivores/SAU		Productivité de la main d'œuvre(*)	
		2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007
406	Bovins laitiers	1,96	-3%	121	+8%	116	+13%	79%	+2%	261030 (l/UMO)	+16%
55	Caprins livreurs	1,73	-1%	79	+9%	68	+13%	70%	+5%	127590 (l/UMO)	+10%
51	Caprins fromagers	1,89	+1%	33	+13%	26	+8%	82%	+4%	24810 (l/UMO)	+5%
44	Ovins laitiers	1,88	0%	54	+5%	67	+5%	98%	-1%	45440 (l/UMO)	+9%
373	Bovins Viande	1,50	-5%	137	+8%	133	+8%	79%	-1%	38490 (kg vif/UMO)	+19%
249	Ovins Viande	1,48	-4%	103	+9%	94	+3%	82%	-1%	8350 (Eq kg c./UMO)	+3%

ÉVOLUTION EN INDICE DES SURFACES, DES UGB ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE ENTRE 2007 ET 2012 TOUTES FILIÈRES CONFONDUES

Source INOSYS-Réseaux d'élevage





L'ENJEU DE LA DIMENSION DES ATELIERS

→ De fait, la productivité du travail des éleveurs est en forte progression,

particulièrement en élevage bovin. En bovins lait d'abord (+16% de litrage par UMO) : dans les zones de montagne comme dans les zones de plaine où l'expansion des installations de robot est flagrante (11% des élevages de plaine en 2012). Mais aussi dans les systèmes bovins viande où des tailles d'atelier conséquentes sont de plus en plus fréquentes : par exemple 175 JB produits en moyenne chez les engraisseurs et 75-85 vaches pour un couple en élevage allaitant naisseur ou naisseur-engraisseur. C'est un peu moins vrai dans les élevages de petits ruminants dont les dimensions sont contraintes par les conditions de travail et particulièrement pour les fromagers dont la taille d'atelier est soumise à la maîtrise d'un certain périmètre commercial.

La productivité des élevages ovins viande semble plus en retrait, vraisemblablement du fait de l'impact de la FCO en 2008 sur les performances zootechniques (-8%).



L'impact du robot de traite sur les résultats des élevages laitiers

La technologie de la traite robotisée s'est largement développée dans les élevages laitiers français au cours de la dernière décennie. On estime à 3000 le nombre d'élevages actuellement équipés dans notre pays et au dire des constructeurs, la part de marché des robots est d'environ 30 % des nouvelles installations.

Le dispositif INOSYS - Réseau d'élevage bovin lait compte 37 élevages équipés du robot de traite. Nous avons conduit une analyse pluriannuelle (2010 - 2011 - 2012) des résultats de ces fermes comparés à d'autres exploitations du dispositif, équipées de salles de traite classiques, relevant deux à deux des mêmes régions et comparables en terme de dimension économique et d'appartenance typologique.

Les résultats de cette comparaison figurent dans le tableau ci-dessous

		Élevage avec robot de traite (a)	Élevage sans robot de traite (b)	Différence (a-b)
Structure	UMO totale	2.87	3.22	- 0.35
	UMO salariée	0.23	0.38	- 0.15
	SAU (ha)	182	190	- 8
	SFP (ha)	97	101	- 4
	Maïs fourrage (ha)	29	30	- 1
	Nombre de VL	82	84	- 2
	Lait produit/UMO lait (1000 l)	403	304	+ 99
Résultats techniques	Lait/VL (l)	8 577	8 177	+ 400
	Concentré / VL (kg)	2 204	1 894	+ 310
	Concentré /VL (g/l)	257	231	+ 26
	Prix du lait (€/1000 l)	329	336	- 6
Résultats économiques	Coût approvisionnement animaux (€/1000 l)	90	84	+ 6
	Coût bâtiments et installations (€/1000 l)	63	48	+ 15
	Coût du travail (€/1000 l)	68	88	- 20
	Coût de production pour 1.5 SMIC (€/1000 l)	440	444	- 4
	Prix de revient pour 1.5 SMIC (€/1000 l)	342	343	- 1
	Rémunération du travail (Nombre de SMIC/UMO)	1.30	1.37	- 0.07

UN GAIN INDÉNIABLE DE PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Si les structures moyennes des deux échantillons de fermes sont très comparables, elles diffèrent notablement au niveau de la composante travail. La main-d'œuvre totale ainsi que la MO salariée sont moins importantes dans les élevages robotisés, illustration de la substitution du capital au travail. Il en résulte un supplément de productivité de la MO affectée à l'atelier laitier de plus de 30 % (403 000 contre 304 000 l/UMO lait).

PLUS DE LAIT AVEC PLUS DE CONCENTRÉS

La présence d'un robot de traite s'accompagne d'une production de 400 litres supplémentaires par vache (8577 / 8177 l) à mettre en relation avec 310 kg de concentré en plus par vache (2204 / 1894 kg). Le prix du lait est en moyenne de 6 €/1000 l inférieur dans les élevages robotisés ; résultat conforme à ceux de la bibliographie et qui s'explique par un supplément de cellules dans le lait.

DES COÛTS DE PRODUCTION GLOBALEMENT COMPARABLES MAIS COMPOSÉS DIFFÉREMMENT

Les coûts de production totaux sont respectivement de 440 et 444€/1000 l pour les élevages avec/sans robot de traite. Les coûts d'approvisionnement des animaux (achats de concentrés et de fourrages) ainsi que les coûts relatifs aux bâtiments et installations sont supérieurs dans les élevages robotisés et à l'inverse, les coûts du travail sont inférieurs. Le prix de revient est équivalent en moyenne sur les 3 années analysées et la rémunération de la main d'œuvre peu différente entre les deux groupes d'exploitations (1.30 contre 1.37 SMIC /UMO lait).



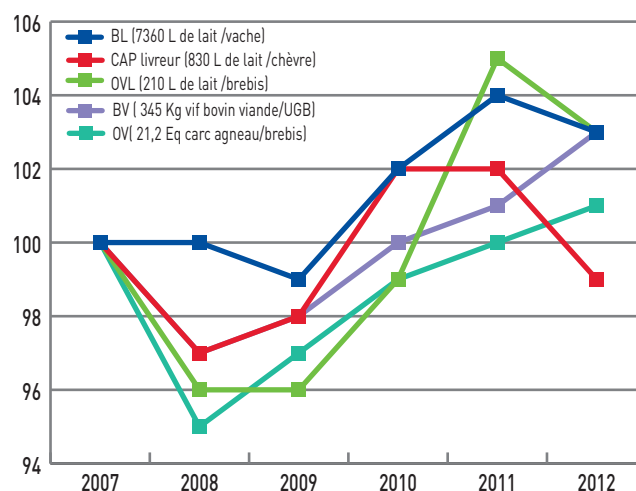
L'ENJEU DES PERFORMANCES TECHNIQUES

La génétique impulse des progrès de productivité mais les performances dépendent aussi des aléas sanitaires et fourragers et des adaptations des producteurs au contexte économique.

→ Sur une période aussi courte, il est difficile d'observer l'impact réel de la progression génétique des troupeaux. En effet, les aléas climatiques et sanitaires viennent perturber les performances annuelles qui apparaissent d'abord comme très variables d'une année sur l'autre. Pour certaines filières, la tendance générale est plutôt favorable et la progression des performances animales exprime une réponse assez nette à l'amélioration du potentiel génétique. La

production laitière par vache par exemple progresse d'une 50aine de L/VL par an. Chez les livreurs caprins, la production laitière augmente de 5% entre 2008 et 2011. Les poids des bovins viande augmentent aussi : +10 kg de carcasse en 6 ans pour les vaches de race à viande.

EVOLUTION EN INDICE DE LA PRODUCTIVITÉ ANIMALE PAR TYPE DE PRODUCTION ENTRE 2007 ET 2012 (VALEUR EN 2012). Source INOSYS-Réseaux d'élevage





L'ENJEU DE LA DIMENSION DES PERFORMANCES TECHNIQUES

→ Mais les contextes économiques, climatiques et sanitaires ont souvent masqué ces acquis.

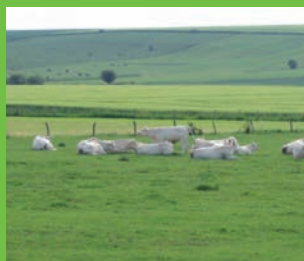
C'est le cas des systèmes laitiers herbagers de plaine par exemple, dont la productivité laitière est restée assez stable. Ils ont été plus sensibles aux aléas climatiques et aux différentes périodes de sécheresse des années passées. De même les élevages ovins lait ont subi les conséquences des mauvaises années fourragères de 2008 et 2009. En caprins, l'année 2012 marque un vrai recul chez les producteurs livreurs, car suite à la crise de la filière les éleveurs ont sensiblement levé le pied.

Sur cette période, les événements sanitaires se sont multipliés avec la FCO et le passage du virus de Schmallenberg. En ovins, la FCO a fait perdre l'équivalent d' 1 kg de productivité par brebis soit une baisse de productivité de 5% qui ne s'est retrouvée qu'en 2011. Enfin, les performances de reproduction restent souvent aléatoires, signe de plus grandes difficultés des éleveurs à assurer la bonne surveillance des périodes clés. En bovins lait, les taux de mortalité des veaux atteignent 12%. En élevage bovins viande, les intervalles vêlages-vêlages demeurent importants. C'est aussi la conséquence des agrandissements de troupeaux qui rendent souvent plus difficile la bonne surveillance des périodes clés de reproduction.

Au final, si les performances techniques ont plutôt eu tendance à s'améliorer pour la plupart des filières, l'expression des potentiels reste perturbée par les aléas sanitaires ou climatiques ou freinée par le contexte économique. C'est sans doute sur la gestion de ces aléas que des progrès sont à faire aujourd'hui.



Les pratiques sanitaires et les coûts associés en bovins viande.



L'enquête réalisée en 2010 dans les Réseaux d'élevage, s'intéressait aux frais vétérinaires, poste sensible juste après le passage de la FCO. Elle a montré la très grande diversité de pratiques sanitaires dans les élevages et le développement des démarches systématiques.

Cinq facteurs ont été dissociés pour expliquer les écarts de coûts vétérinaires et pour caractériser les stratégies et les pratiques des éleveurs : la race (en lien avec les difficultés à la naissance), le système d'élevage (profil

particulier par exemple des élevages en agriculture biologique), la stratégie de vaccination de l'éleveur (différente selon la taille des troupeaux), la gestion du parasitisme (avec l'utilisation prépondérante de protocoles de traitements systématiques) et l'état sanitaire du troupeau (difficile à caractériser collectivement).

L'examen plus particulier de la mortalité des veaux, identifiée comme une préoccupation importante pour un éleveur sur deux, montrait que très peu d'éleveurs mettaient en œuvre l'ensemble des préconisations pour la prévention des risques sanitaires sur les veaux.

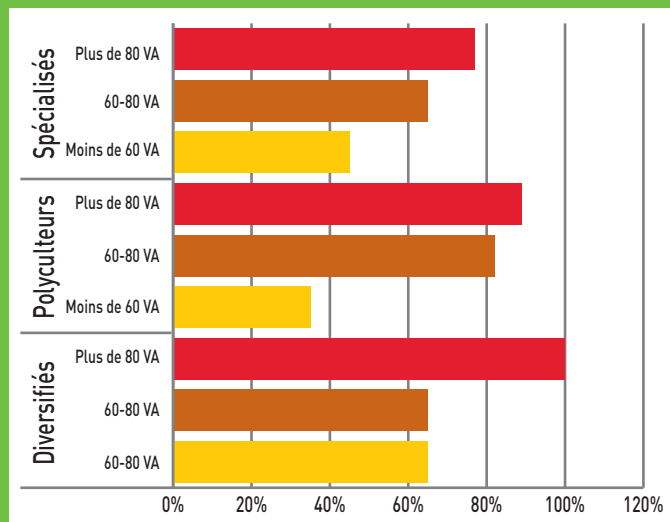
En compensation, la vaccination préventive est largement utilisée, et d'autant plus que les veaux sont nombreux (grands troupeaux), une sorte d'assurance sanitaire qui se paie...

Le même constat est fait concernant la gestion du parasitisme, les traitements systématiques déconnectés de la notion de risque étant majoritairement employés, faute de temps pour adopter une stratégie plus ciblée.

Les pratiques ont été comparées aux frais vétérinaires des éleveurs. Au final et en moyenne, 26 € de frais véto par UGB séparent les éleveurs en gestion préventive systématique qui sont majoritaires (65%) des autres conduites. L'analyse détaillée des pratiques et stratégies en matière sanitaire n'a pas mis en évidence de liaison avec les performances techniques des élevages : pratiques préventives, curatives, vaccinales... chaque éleveur adopte la stratégie sanitaire adaptée à ses contraintes et son contexte d'élevage avec pour objectif de maintenir ses résultats techniques.

PROPORTION D'ÉLEVAGE EN VACCINATION SYSTÉMATIQUE DANS LES ÉLEVAGES BOVINS VIANDE (ENQUÊTE 2010).

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014





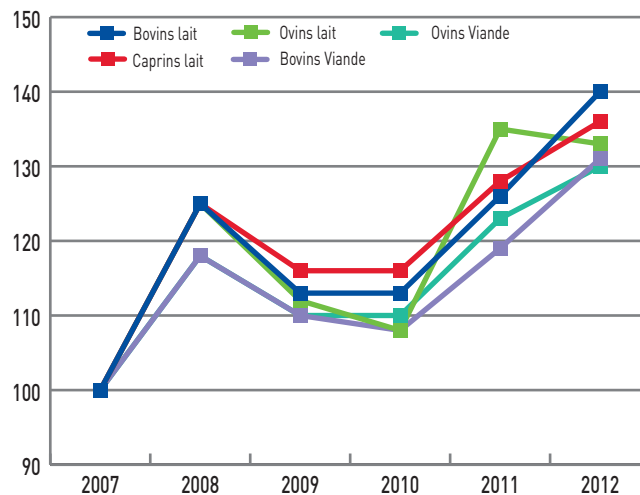
L'ENJEU DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE ET PROTÉIQUE

Des marges de progrès existent

→ Au plan économique, le fait majeur des dernières années est la hausse très forte des prix des intrants liés au renchérissement des cours des céréales et des prix du soja. En deux vagues (2008 et 2011), le prix des concentrés achetés a augmenté de 33%. Tous les systèmes ont été impactés et beaucoup d'élevages laitiers qui s'étaient auparavant engagés dans des régimes de rations sèches à base de concentrés achetés en sont revenus.

Durant les 6 dernières années, les systèmes fourragers n'ont toutefois pas tant changé que cela. Ainsi, les niveaux de chargement fourrager et la part de maïs dans la SFP évoluent peu (+1%). Mais les mauvaises campagnes fourragères de 2007, 2008 et 2011 ont nécessité des achats imprévus de fourrages et on note une propension à stocker plus pour prévenir les aléas (+4% de stocks en fin de période) et donc de faire un peu moins appel au pâturage. Ce comportement est

EVOLUTION EN INDICE DU PRIX DES CONCENTRÉS ACHETÉS PAR TYPE DE PRODUCTION ENTRE 2007 ET 2012. Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014





L'ENJEU DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE ET PROTÉIQUE

conforté par le besoin d'une certaine adaptation des conduites avec par exemple l'arrivée des robots dans les élevages laitiers.

L'appel aux concentrés reste soutenu pour les productions laitières où les ¾ des concentrés consommés sont achetés à l'extérieur comme pour les productions de viande (avec 2/3 d'achat). D'une manière générale, les achats de concentrés ne fléchissent pas dans les élevages laitiers (de +5 à +9% d'achat en plus en 2012). Ils sont plus stables dans les élevages plus herbagers, bovins et ovins viande même s'ils sont soumis eux aussi au problème de qualité des fourrages récoltés. Ainsi, malgré la forte hausse des tarifs des concentrés, on n'observe pas, ou pas encore, de nette amélioration de l'autonomie alimentaire et protéique des élevages. La production de concentrés dans les exploitations en capacité de le faire serait une voie possible de consolidation de l'autonomie. C'est ce qu'on observe dans la plupart des systèmes, mais cela contribue au final à plus de concentrés consommés et en systèmes laitiers de plaine, les concentrés intra-consommés sont même en réduction (-25% par rapport à 2007). En clair, l'enjeu de l'autonomie reste un challenge important pour demain et visiblement plus difficile à atteindre qu'il n'y paraît face aux concurrences avec les cultures et aux difficultés à maîtriser des systèmes plus herbagers.

CARACTÉRISTIQUES FOURRAGÈRES ET NIVEAU D'AUTONOMIE PAR TYPE DE PRODUCTION.

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014

	CHARGEMENT		% MAÏS/SFP		T DE MS STOCKS/UGB		KG CONCENTRÉS/UGB		DONT CONC. ACHETÉS
	2012	/2007	2012	/2007	2012	/2007	2012	/2007	2007
Bovins lait	1,47	0%	23%	+1%	3,7	+6%	1379	+4%	+8%
Caprins lait	2,02	-1%	5%	+1%	3,7	+4%	2447	+12%	+9%
Ovins lait	1,28	1%	3%	=	2,6	+1%	1157	+6%	+5%
Bovins Viande	1,40	-2%	8%	+1%	2,7	+6%	813	-1%	-5%
Ovins Viande	1,28	-5%	2%	=	1,9	+4%	1156	+2%	-1%



L'enjeu de l'autonomie alimentaire en élevage caprin

Les charges d'aliments achetés représentent aujourd'hui 30% du coût de production du litre de lait et 15% du coût de production du fromage. L'augmentation durable du coût des matières premières, des aléas climatiques de plus en plus fréquents, une attente de la part des consommateurs et citoyens, mettent la question de l'autonomie alimentaire des exploitations au cœur des préoccupations des éleveurs, de la filière et donc, des acteurs de la recherche et du développement.

L'autonomie alimentaire, un facteur de résistance face à la volatilité des prix

Dans les élevages du Centre Ouest, deux groupes d'élevages ont été définis en fonction de leur niveau d'autonomie alimentaire. En 2010, le coût «nourri» (=achats d'aliments+ appros des surfaces+mécanisation) chez les plus autonomes s'élève à 291 €/1 000 l. Il est inférieur de 80 € à celui des élevages les moins autonomes avec 113 € de moins d'achat d'aliments mais 22 € de plus de frais de mécanisation et 10 € de plus d'approvisionnement des surfaces pour produire le fourrage et une partie des concentrés. L'augmentation entre 2010 et 2012 du coût de l'énergie, des engrais et des aliments achetés a donc eu un impact différent suivant l'autonomie des élevages. Au final, la rémunération permise baisse de 103 €/1 000 l chez les plus autonomes et de 131 € chez les moins autonomes. Si l'autonomie alimentaire n'a pas permis de maintenir le revenu durant la crise, elle a néanmoins permis de limiter la baisse du revenu.

EVOLUTION DU REVENU DE L'ATELIER CAPRIN ENTRE 2010 ET 2012

SELON LE NIVEAU DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014

	SYSTÈMES LES PLUS AUTONOMES		SYSTÈMES LES MOINS AUTONOMES	
	2010	2012	2010	2012
Autonomie alimentaire	75%	76%	50%	50%
Lait par chèvre	870	845	880	860
Concentrés et déshydratés « chèvres » en g par litre	570	570	780	760
Rémunération du travail permise en €/1000 litres	295	192	241	110
Rémunération du travail permise en nb de SMIC par UMO	2.56	1.54	2.11	0.81
Evolution 2012/2010	-40%	-60%		



L'ENJEU DU PRIX DES PRODUITS

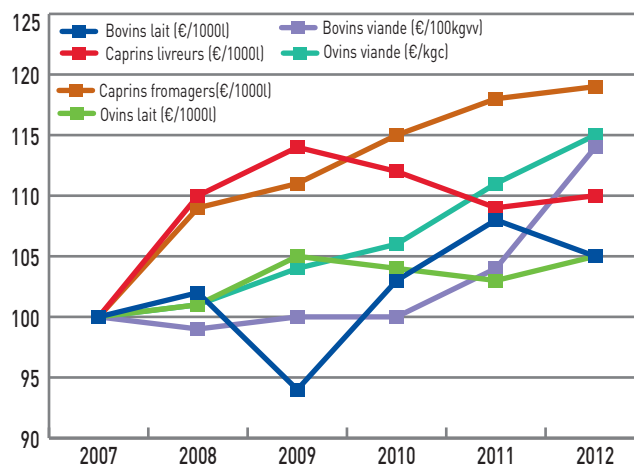
L'incertitude sur
les marchés rend
difficile le pilotage
des élevages

→ **L'envolée de la demande mondiale en produits alimentaires depuis 2007 a insufflé une grande incertitude sur les marchés agricoles et sur le prix des matières premières.** Cela a nettement complexifié le pilotage des élevages. Le prix du lait de vache par exemple n'est pas stabilisé et il a connu à la fois des périodes favorables et des creux importants, comme en 2009, entraînant des reculs conséquents du revenu des exploitants. Les filières laitières de petits rumi-

nants sont aussi impactées par des phénomènes de régulation de collecte qui se traduisent par des fluctuations importantes de prix de marché empêchant les producteurs de consolider leurs volumes. Les marchés de la viande ont bénéficié des replis des grands pays exportateurs (Nouvelle Zélande ovine par exemple) et de l'ouverture de certains débouchés à l'export (Turquie en viande bovine). Dans ces filières, les prix n'ont jamais été aussi élevés mais sans assurance pour demain.

ÉVOLUTION DES PRODUITS SANS AIDES DES ATELIERS PAR TYPE DE PRODUCTION ENTRE 2006 ET 2012

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014





L'ENJEU DU PRIX DES PRODUITS

Au final, ces signaux aléatoires du marché laissent les éleveurs indécis sur les options à prendre : stabiliser l'existant aux risques de perdre des parts de marché ou investir dans de nouvelles opportunités. En production laitière, la filière propose une réflexion sur la flexibilité des systèmes et la sécurisation des débouchés. En filière viande, plusieurs expériences de contractualisation de la production sont en cours. Face à ces alternatives, l'attachement des producteurs au territoire constitue une des forces de l'élevage français et conditionne les types de produits, les signes de qualités et les plus-values.



La diversité des éleveurs caprins fromagers fermiers



DES ÉLEVAGES TRÈS DIVERS

Dans le Sud (Languedoc Roussillon et PACA), les troupeaux comptent une cinquantaine de chèvres qui produisent environ 25 000 litres de lait. Le travail est assuré par un couple (2 UMO), le plus souvent sans recours au salariat. La SAU (12 ha en moyenne) est occupée par de la surface fourragère. Des parcours (plus de 80 ha) viennent compléter ces surfaces de base. Les structures d'exploitation et le climat plaident pour la mise en œuvre d'une stratégie alimentaire basée sur le pâturage et des

achats de fourrages de qualité (foin de Crau ou luzerne). Sur près de 90 % des exploitations, 100 % du fourrage consommé est acheté. Les quantités distribuées par chèvre sont variables et dépendent entre autre des surfaces disponibles pour le pâturage.

En région Centre, les élevages ont une dimension économique beaucoup plus importante : 150 chèvres et près de 126 000 litres produits par environ 3 UMO. La moitié des élevages emploie au minimum un salarié. Les surfaces exploitées sont en moyenne d'une quarantaine d'hectares. Un tiers est destiné à l'affouragement des caprins. Le reste des surfaces est occupé par des céréales ou par un autre atelier herbivore. Les systèmes alimentaires autonomes en fourrages sont très proches des systèmes laitiers livreurs tant par leur niveau de production que par les quantités de concentrés et de déshydratés distribuées.

La valorisation du lait n'est pas la même entre ces régions. Elle est 1.4 fois plus élevée en PACA et 1.2 fois plus élevée en Languedoc Roussillon qu'en région Centre.

DES STRUCTURES D'EXPLOITATIONS ET DES REVENUS PLUTÔT STABLES

Depuis 2010, les structures d'exploitation des élevages en production fromagère fermière évoluent peu. La main d'œuvre est stable. Dans un contexte de crise pour la filière laitière, pour les élevages mixtes, la quantité de lait livré aux laiteries recule nettement par rapport à la quantité de lait transformé.

Après la chute de près de 15% observée entre 2007 et 2008, le revenu disponible se stabilise depuis 3 ans à son niveau de 2007. Les fromagers fermiers de PACA et de Languedoc Roussillon dégagent en moyenne 20 000 € par UMO exploitant. Avec des prix qui progressent régulièrement et un recours aux concentrés limité, ces systèmes de dimension modeste sont solides économiquement. Les fromagers de la région Centre, de Rhône Alpes et du Sud-ouest ont plus de mal à maintenir leur revenu. Dans ces exploitations, il faut trouver la « bonne » dimension pour pouvoir dégager un revenu tout en couvrant ses charges (intrants, main d'œuvre).



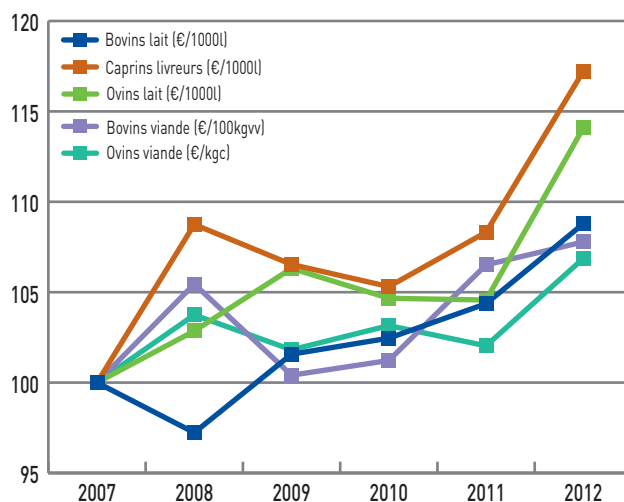
L'ENJEU DE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE DES SYSTÈMES

La maîtrise des charges est nécessaire au maintien de la rentabilité de l'élevage

→ Le calcul des coûts de production dans les élevages INOSYS-Réseaux d'élevage depuis 2007 est riche d'enseignements sur ce qui fait la rentabilité de l'élevage et sa compétitivité. Un système est compétitif s'il est en phase avec son marché et ses conditions de production. Reste que sur les années passées, peu de systèmes ont été exempts de la forte augmentation des coûts de production. Ils ont tous subi le renchérissement des coûts des intrants (de +11 à +25%) avec visiblement une sensibilité plus forte des filières ovines et caprines laitières. Mais cela ne doit pas masquer la forte hausse des charges liées aux équipements

en matériel, bâtiment (entre +14 et +50%). Ces investissements impactent les coûts à moyen et long terme. Dans ce domaine, il faut convenir que des efforts sont à faire pour mieux maîtriser les charges de mécanisation et pour favoriser des équipements en bâtiments moins coûteux. Tout en respectant, on l'a vu, les arbitrages avec les conditions de travail et les disponibilités de main d'œuvre.

Cette sensibilité aux coûts de production prime sur l'évolution des produits comme le montre l'évolution du taux d'Excédent Brut d'Exploitation sur produit, c'est-à-dire l'efficacité économique du



ÉVOLUTIONS EN INDICE DES COÛTS DE PRODUCTION ENTRE 2007 ET 2012 PAR SYSTÈME.

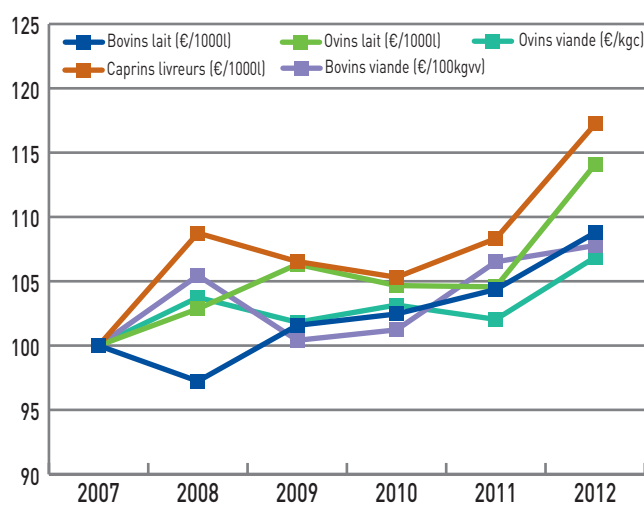
Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014



L'ENJEU DE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE DES SYSTÈMES

système. Ce taux s'est dégradé en 2008-2009 pour toutes les filières suite à la première envolée des prix des intrants et de l'énergie. Les coûts de production restent élevés en 2010, 2011 et 2012. Sur cette période, une relative embellie sur les prix des produits permet l'inversion de la tendance à la baisse de l'EBE. Les éleveurs ovins ont d'ailleurs profité de l'amélioration des prix des agneaux mais aussi du rééquilibrage des aides PAC en 2010. Dans un second temps, et à partir de 2011, on retrouve une nette tendance à la perte d'efficacité économique, malgré des bons prix en ovins et bovins viande par exemple mais aussi en bovins lait. Le défi qui se joue est bien celui de l'efficacité des systèmes

de production d'élevage qui en s'agrandissant peinent à produire plus de revenus relativement aux moyens déployés.



ÉVOLUTION EN INDICE DU CRITÈRE EBE SUR PRODUIT BRUT PAR FAMILLES DE SYSTÈME ET VALEUR 2012.

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014



Des élevages ovins viande performants sur économie et travail

Une analyse fondée sur les données « INOSYS-Réseaux d'élevage » complétées par une enquête auprès d'un échantillon de 21 exploitations repérées comme performantes et reproductibles sur les deux dimensions « économie » et « travail » mettent en évidence un ensemble de points communs à ces exploitations. On citera entre autres un niveau de formation élevé pour les chefs d'exploitation (Cf. Tableau 1), des installations ou des reprises plutôt favorables, avec des structures associant (à l'origine ou par des aménagements successifs) qualité du foncier et organisation du parcellaire (Cf. Tableau 2), des agrandissements et des ajustements progressifs, des bâtiments (souvent nombreux et d'âge divers) avant tout fonctionnels, et des équipements au pâturage qui facilitent allotement et travail. Les collectifs de travail sont souvent de grande taille mais le nombre de jours de congés annuels (au-delà du simple week-end) reste faible : majoritairement, une semaine par an est annoncée comme suffisante. En revanche, quasiment tous les exploitants disent pouvoir se libérer quelques jours, par 1/2 journée ou journée, en fonction de leurs besoins ou de leurs envies.

Ces similitudes n'empêchent pas une diversité importante dans les conceptions du métier des exploitants enquêtés, diversité qui s'accorde à celle des stratégies « économie » et « travail ». Quatre profils d'éleveurs ont ainsi pu être dégagés : ceux qui privilégient la qualité de vie, ceux qui mettent en avant leur ancrage rural, ceux qui investissent en temps et en argent pour développer leur outil, ceux déjà à la tête d'une entreprise importante et qui se considèrent d'abord comme entrepreneurs. Cela pose la question de la prise en compte, même a minima, de ces profils dans les opérations d'appui et de conseil, et des modalités de cette prise en compte.

TABLEAU 1 : NIVEAU DE FORMATION INITIALE DES 21 ÉLEVEURS ENQUÊTÉS ET DE L'ENSEMBLE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.

Sources : enquête complémentaire et RA 2010

NIVEAU DE FORMATION	ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE		FRANCE ENTIERE
	NB ÉLEVAGES	%	%
Sans diplôme	1	5%	18%
Secondaire court (CAPA, BEPA, BPA)	7	33%	44%
Secondaire long (Bac, Bac pro, BTA)	4	19%	21%
Supérieur (BTS, ingénieur)	9	43%	17%

TABLEAU 2 : DISPERSION DES ÎLOTS PAR EXPLOITATION.

Source : enquête complémentaire

	UN SEUL SITE	2 OU 3 SITES	4 SITES ET +	MORCELÉ
Nb élevages	6	11	3	1



Les coûts de production un nouvel outil pour piloter son élevage



Dans le contexte de dérégulation des marchés et de volatilité des prix qui prévaut depuis 2008, il est essentiel de s'intéresser à la compétitivité de son atelier. Mais encore faut-il pouvoir disposer d'indicateurs et de repères adaptés pour se situer. C'est pour répondre à cette attente des éleveurs que la démarche de calcul des coûts de production a été proposée par l'Institut de l'Élevage et travaillée dans le cadre du dispositif INOSYS - Réseaux d'élevage. Elle permet d'analyser la rentabilité de son atelier sous divers angles et surtout de pouvoir confronter ses chiffres avec ceux d'autres éleveurs, y compris au plan international.

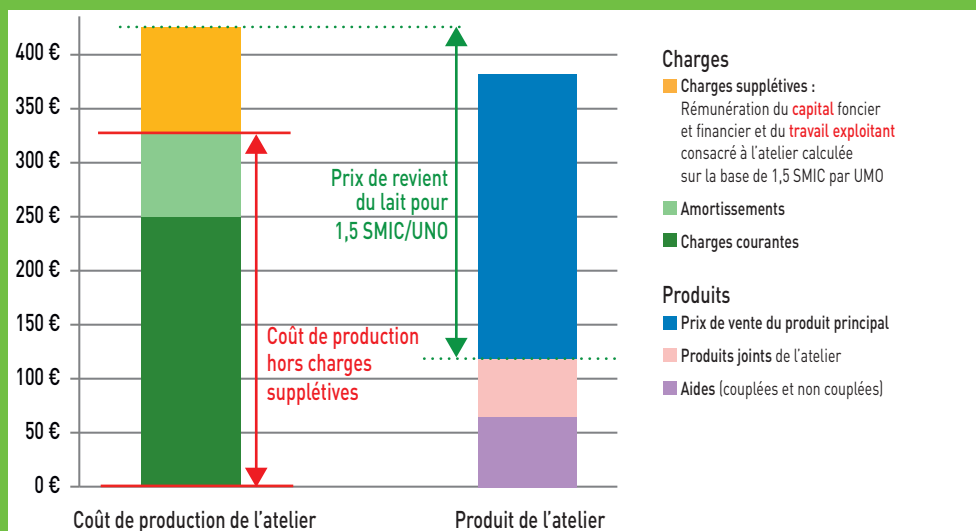
Cette démarche a été appropriée par les différentes filières et les repères ont été personnalisés selon les

unités produites : au 1000 litre de lait, au kg vif de viande bovine produite, au kg d'agneau... Elle permet aujourd'hui de fournir à l'année les coûts de production des différents ateliers d'élevage ainsi que le niveau de rémunération de la main d'œuvre exploitant. Depuis 2010, différentes structures ont adopté cette démarche afin d'aider les éleveurs à calculer leurs coûts de production et à rechercher les meilleurs façons de les maîtriser. Il s'agit des Chambres d'Agriculture mais aussi des organisations de filières et des organismes de contrôle de performance et de gestion. Une partie de ce déploiement s'est déroulé dans le cadre du dispositif VIVEA de formation à destination des éleveurs. Dans son rapport d'activité 2013, VIVEA évalue le public touché par la formation « Mon revenu, mieux le comprendre pour l'améliorer » à 2300 éleveurs laitiers sur 3 ans et pour 18 régions. A ce chiffre s'ajoutent 1150 éleveurs bovins viande concernés par la formation « Efficacité technique, compétitivité économique » sur 14 régions en 2012 et 2013.

Environ 450 ingénieurs et conseillers d'élevage ont été formés à la méthode dans les différentes filières et sont équipés d'une grille de calcul. L'institut de l'élevage s'est engagé à construire un logiciel multifilière de calcul des coûts de production en élevage herbivore qui favorisera la capitalisation des observations et le conseil sur la maîtrise des coûts de production.

SCHEMA DE DESCRIPTION DE LA METHODE DE CALCUL DES COÛTS DE PRODUCTION EN ÉLEVAGE HERBIVORE.

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014







L'ENJEU DES SOUTIENS À L'ÉLEVAGE

Quid de l'élevage dans la nouvelle PAC après sa revalorisation par le bilan de santé ?

→ Le bilan de santé de la réforme de la PAC mis en place en 2010 a revalorisé les soutiens à l'élevage par l'aide découplée liée à l'herbe.

Cela a profité plus particulièrement aux systèmes des zones herbagères, pastorales et de montagne. Ces derniers ont vu leur niveau d'aide s'accroître significativement. De leur côté, les systèmes de plaine ont bénéficié des revalorisations des aides couplées. Mais dans l'ensemble après quelques années de modulations, les aides prennent moins de place dans le produit : 16% en bovins lait, 28% en bovins viande en 2012.

Un certain nombre de mesures de la nouvelle réforme de la PAC tendent à nouveau à sanctuariser l'élevage face aux cultures, avec le maintien des primes animales couplées. Le système de convergence des aides devrait être favorable aux systèmes d'élevage de zone défavorisée, qui pourront de plus compter avec le second pilier (ICHN revalorisée et MAE Système).

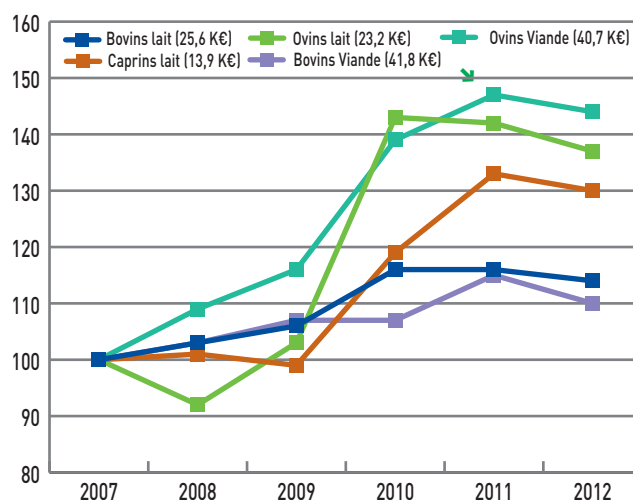
Mais c'est aussi une condition nécessaire au maintien de l'élevage dans ces zones et la juste rémunération de son rôle dans l'entretien des paysages, la prévention des incendies, etc. En plaine, la

convergence risque de renforcer encore un peu plus la concurrence entre productions.

→ Des défis pour demain.

Ce rapide panorama des évolutions des fermes INOSYS-Réseaux d'élevage entre 2007 et 2012 illustre une partie des défis auxquels sont confrontés les éleveurs aujourd'hui. L'adaptation de leur système de production d'élevage au contexte de production (potentiel des surfaces, débouchés, disponibilité en foncier et en main-d'œuvre) a constitué un atout pour assurer la pérennité de l'exploitation.

Aujourd'hui, le champ des opportunités semble plus ouvert mais aussi plus instable. Les adaptations devraient être plus nombreuses et plus fréquentes pour faire face à un contexte de plus en plus changeant. Le pilotage des exploitations d'élevage nécessite des compétences plus larges que les seules compétences techniques. Avec un réseau renouvelé, le dispositif INOSYS-Réseaux d'élevage continuera d'accompagner les éleveurs vers des systèmes plus pérennes, plus durables et plus forts face aux défis de demain.



ÉVOLUTION EN INDICE DES AIDES PAR UMO ENTRE 2007 ET 2012 PAR TYPE DE PRODUCTION ET MONTANT EN 2012.

Source INOSYS-Réseaux d'élevage 2014



INOSYS-Réseaux d'Élevage constitue une infrastructure de recherche développement centrale pour le monde de l'élevage.

Le dispositif produit des références et une expertise qualitative, indispensables pour l'appui technique comme pour les études à caractère prospectif sur les filières.

Il permet en outre la construction et l'entretien d'une expertise sur les systèmes d'élevage sur l'ensemble du territoire national, une connaissance fine du fonctionnement des fermes d'élevage grâce à l'approche système, la mise en valeur des savoir-faire et de l'expertise des éleveurs.



INOSYS-Réseaux d'Élevage est un réseau de compétences, déployé sur l'ensemble du territoire français, qui associe près de 1600 éleveurs et 240 ingénieurs des Chambres d'Agriculture et de l'Institut de l'Élevage. Il repose sur le suivi d'exploitations volontaires, représentant la diversité des systèmes d'élevages herbivores. Cet observatoire des pratiques, de la contribution au développement durable et de l'évolution de l'élevage constitue une véritable infrastructure de recherche et développement. Ses nombreuses productions, sous forme de références ou d'outils de diagnostic et de conseil, aident à raisonner des projets d'installation et alimentent les actions de conseil. Le dispositif permet de simuler ou d'évaluer l'impact de politiques publiques, de changements réglementaires, d'aléas climatiques ou de marchés. Ce réseau permet en outre de diffuser largement sur le terrain le savoir et les outils nécessaires à l'appropriation de nouvelles problématiques, comme par exemple les enjeux de l'agroécologie. En ce sens, il contribue largement à la formation continue des éleveurs et de leurs conseillers.

LES PARTENAIRES FINANCIERS

Les deux partenaires financiers du dispositif sont FranceAgriMer et Le Ministère de l'Agriculture (CASDAR)

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des fermes suivies dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'Élevage (socle national), ainsi que la construction de l'expertise en équipes bénéficient d'un soutien financier de FranceAgriMer et du Ministère de l'Agriculture (CASDAR), dans le cadre du PNDAR et des PRDAR.

D'autres sources de financement sont mobilisées pour le suivi de fermes choisies à l'échelle régionale (socles régionaux) ou pour des travaux spécifiques sur des thèmes porteurs d'enjeux d'avenir.

